

Atelier dans le cadre du Congrès électoral du PSE de Rome
Comprendre le populisme de droite et comment y répondre

📅 Vendredi 1 mars 2024, 16h30 - 19h00

📍 Siège du Partito Democratico, Via di Sant'Andrea delle Fratte, 16, Rome

Projet d'intervention de Christophe Rouillon,
président du groupe PSE au Comité européen des régions,
maire de Coulaines

Chère Iratxe Garcia, cara Elly Schlein, chers collègues,

Grazie mille a te Elly et merci au Partito Democratico pour votre magnifique hospitalité. Pour nous, le Partito Democratico, c'est une force progressiste, de résistance à l'extrême-droite et au fascisme, c'est "Bella Ciao", chant final de nos congrès et chant de ralliement de tous les partis sociaux-démocrates d'Europe. Gardons cet hymne en tête pour stimuler nos débats et se donner de l'ardeur avant les élections européennes de juin.

Lors des précédents scrutins européens, nous étions confrontés à des forces politiques et démocratiques dans une perspective d'alternance républicaine.

Avec l'agression de l'Ukraine par la Russie impérialiste, les manipulations de nos opinions publiques par des forces étrangères hostiles à nos valeurs, la montée de l'extrême droite menace.

Il faut en avoir conscience. Nous sommes en guerre. Nous sommes véritablement à un point de bascule, non seulement arithmétique quant au nombre de parlementaires européens, mais également idéologique et civilisationnel.

Pour gagner les prochaines élections européennes, nous devons être populaires sans être populistes, affiner nos propositions. Être crédibles, solidaires, mener le combat sur notre terrain, celui de la démocratie libérale et celui de la justice sociale, notre raison d'être.

Nous, les maires, présidents de régions, élus locaux devons conduire l'affrontement avec les extrémistes en proposant des solutions européennes qui s'appuient sur nos expériences de terrain.

Défendre la démocratie c'est défendre l'Ukraine « As long as it takes » parce que c'est la garantie de notre sécurité et la condition de la préservation de la démocratie face à la violence, à l'autoritarisme incarné par l'État stalino-mafieux de Vladimir Poutine.

Soutenir l'Ukraine, cela passe par une communication audacieuse qui dénonce les propagandistes vendus au Kremlin et les bots numériques du groupe Wagner.

Notre raison d'être c'est aussi de défendre la justice sociale, et faire conformément à l'héritage de Jacques Delors, de l'intégration européenne, un projet de solidarité,

Il faut au niveau européen un accompagnement, social et humain des indispensables transitions écologiques, énergétiques et numériques au lieu de détricoter le Green deal par la déréglementation comme le propose en chœur la droite et extrême droite.

Nous devons investir massivement dans la croissance verte, dont les besoins sont estimés par la Commission à près de 650 milliards d'euros par an d'ici 2030.

Alors nous revendiquons, nous, élus du Comité européen des régions, représentant des 100 000 collectivités locales d'Europe, le prolongement du plan de relance européen Next generation EU, dont le terme est fixé à 2026, et la consolidation des politiques de cohésion visant à réduire les inégalités entre les territoires.

Aujourd'hui 60 millions de citoyens européens vivent dans les régions où le PIB par habitant est inférieur à ce qu'il était en l'an 2000.

La politique de cohésion est vitale pour s'assurer que des zones défavorisées en Europe ne soient pas à l'écart et ne deviennent des proies faciles pour l'extrême droite.

Le combat pour la justice sociale concerne aussi la crise agricole actuelle. La solution durable n'est pas d'appauvrir les sols, d'arracher les haies, de polluer, de déréglementer la protection de la biodiversité mais bien de trouver une réponse à la crise des revenus des agriculteurs en régulant les marchés et en réformant la Politique Agricole Commune qui aboutit à ce que 80 % de ses paiements directs, soit versé au 20 % des plus grandes et rentables exploitations agricoles.

Plus de 80 millions de personnes sont confrontées au sein de l'union européenne à une pénurie de logement de qualité et économique en énergie. Le combat pour la justice sociale c'est de proposer un agenda européen pour l'accessibilité à un logement abordable à tous.

Le combat pour la justice sociale c'est aussi de réglementer les plates-formes numériques qui transforment leurs salariés en esclaves des temps modernes.

Le combat pour la justice sociale, c'est une fiscalité plus juste. Cela passe notamment par la mise en place d'une taxation des ultras riches qui permettrait de cofinancer les politiques européennes de soutien aux transitions écologiques.

Le combat pour la justice sociale, c'est enfin de montrer le vrai visage antisocial et l'extrême-droite lorsqu'elle va contre l'augmentation du budget de l'Union l'européenne qui permettrait la relance de la politique de cohésion ou lorsqu'elle propose comme l'AfD en Allemagne, un départ à la retraite à 70 ans

Chère Iratxe, Chère Elly, chers collègues,

Nous sommes la deuxième force politique du Comité européen des régions et notre président Vasco est socialiste. Notre groupes politique présent dans les 27 pays de l'Union est puissant, paritaire entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de responsabilité et riche de la force politique de ses membres.

Les élus socialistes sont en première ligne pour faire face à l'extrême droite.

Soyez assurés qu'ils seront à vos côtés pour défendre la démocratie, nos libertés, les transitions écologiques et la justice sociale.

Ensemble démentons les pronostics allons chercher les voix une par une dans les 100 000 régions, villes et villages de l'Union l'européenne.

Aventi pour gagner !

Forza pour l'alternance en Europe.

Merci de votre attention.